

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2002 B 03857

Numéro SIREN : 440 186 740

Nom ou dénomination : GLOBECAST FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 15/10/2020 sous le numéro de dépôt 37212



GlobeCast France

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



GlobeCast France

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société GlobeCast France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GlobeCast France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 30 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 30 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 11 mai 2020

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Jeremy Thurbin

Bilan Actif

Exprimé en €

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	7 432 314	7 432 315	(0)	71 455
Concessions, brevets et droits similaires	13 296 418	11 397 276	1 899 142	1 867 463
Fonds commercial	1		1	1
Autres immobilisations incorporelles	184 148		184 148	668 528
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	958 854	724 187	234 667	290 067
Constructions	9 122 396	5 406 360	3 716 036	2 818 146
Installations techniques, matériel, outillage	94 189 249	86 432 827	7 756 421	8 756 899
Autres immobilisations corporelles	12 445 845	10 822 249	1 623 596	1 398 885
Immobilisations en cours	2 097 547		2 097 547	1 872 878
Avances et acomptes				20 263
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	908 500	30 000	878 500	908 500
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	617 133		617 133	1 128 123
ACTIF IMMOBILISE	141 252 405	122 245 214	19 007 191	19 801 207
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	960 452		960 452	169 814
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	46 300 350	4 454 424	41 845 926	41 051 023
Autres créances	9 483 665		9 483 665	7 382 507
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	171 249		171 249	2 214 773
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	6 216 923		6 216 923	5 322 198
ACTIF CIRCULANT	63 132 639	4 454 424	58 678 215	56 140 316
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	103 499		103 499	130 464
TOTAL GENERAL	204 488 543	126 699 638	77 788 905	76 071 987

Bilan Passif

Exprimé en €

Rubriques		31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé :	2 102 800)	2 102 800	2 102 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport		445 276	445 276
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		1 076 970	1 076 970
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		5 560 457	(751 866)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		3 085 960	6 312 323
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		12 271 464	9 185 503
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		2 004 144	1 154 109
Provisions pour charges		9 294 190	11 721 642
PROVISIONS		11 298 334	12 875 751
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	2 320 295	2 409 212
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		27 095 023	25 771 286
Dettes fiscales et sociales		8 329 190	8 184 274
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		994 510	1 545 909
Autres dettes		656 122	445 526
Instruments de trésorerie			
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		14 593 265	15 420 307
DETTES		53 988 404	53 776 511
Ecarts de conversion passif		230 704	234 222
TOTAL GENERAL		77 788 905	76 071 987

Compte de résultat

Exprimé en €

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	2 248 212		2 248 212	1 333 059
Production vendue de services	87 891 646	66 541 226	154 432 872	162 925 513
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	90 139 858	66 541 226	156 681 084	164 258 572
Production stockée				
Production immobilisée				243 294
Subventions d'exploitation			4 946 079	4 500 952
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 310 436	4 855 026
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			165 937 599	173 857 844
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 369 912	1 185 982
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			117 446 418	122 024 566
Impôts, taxes et versements assimilés			2 370 134	2 267 292
Salaires et traitements			18 425 529	18 686 833
Charges sociales			10 719 690	10 751 452
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 961 438	6 830 486
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 163 234	1 043 235
Dotations aux provisions			530 085	3 674 319
Autres charges			3 675 812	3 920 015
CHARGES D'EXPLOITATION			161 662 252	170 384 180
RESULTAT D'EXPLOITATION			4 275 347	3 473 663
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			2 669	3 790 610
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			1 014	60 827
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			3 683	3 851 437
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			691 000	
Intérêts et charges assimilés			76 865	69 714
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			767 865	69 714
RESULTAT FINANCIER			(764 181)	3 781 723
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			3 511 166	7 255 386
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			2 835	7 237
Produits exceptionnels sur opérations en capital			29 724	291 366
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			178 995	76 897
PRODUITS EXCEPTIONNELS			211 554	375 499
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			72 401	345 461
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			164 420	9 023
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions			178 389	600 273
CHARGES EXCEPTIONNELLES			415 210	954 757
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(203 656)	(579 257)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			107 467	191 000
Impôts sur les bénéfices			114 082	172 805
TOTAL DES PRODUITS			166 152 836	178 084 780
TOTAL DES CHARGES			163 066 876	171 772 457
BENEFICE OU PERTE			3 085 960	6 312 323

2. 1 FAITS MARQUANTS

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/01/2019 au 31/12/2019 soit une durée de 12 mois.

Suite à une décision de notre actionnaire Globecast Holding sur le changement de modèle de distribution du groupe, la Société a été assignée en 2018 auprès du Tribunal Arbitral de la Chambre de Commerce Internationale de Paris. Le risque généré par cette action contentieuse, que nous contestons, est provisionné dans les comptes de Globecast Holding. La procédure a suivi son cours sur 2019 et continue sur 2020.

2. 2 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

L'épidémie de COVID-19 est un événement postérieur à la clôture n'ayant pas de lien direct et prépondérant avec une situation existant à la date de clôture, le 31 décembre 2019.

Le principal impact attendu de la crise sanitaire est son incidence possible sur le chiffre d'affaires des activités de Globecast France, dont l'importance dépend de leur nature, outre la durée des mesures de confinement et le rythme de la reprise économique au sortir de la pandémie.

Compte tenu des incertitudes quant à la durée des périodes de confinement en France, et des conséquences de l'actuelle crise sanitaire sur l'environnement économique, les impacts ne sont pas quantifiables précisément à ce jour. Pour autant la direction estime que la trésorerie de Globecast France est suffisante pour faire face à ces impacts, qui ne sont pas de nature à remettre en cause les principales estimations comptables dans les comptes 2019, et notamment l'appréciation des provisions pour risques et charges.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-dessous.

Les principes et méthodes d'évaluation comptables retenus pour l'élaboration des comptes annuels 2019 sont identiques à ceux de l'exercice 2018.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Celles-ci correspondent à :

- Production immobilisée

Globecast France SAS développe pour ses besoins internes des applications liées au développement de ses produits ou des réseaux, nécessaires pour satisfaire la demande de ses clients. La société immobilise les dépenses de recherches et de développement éligibles selon les critères suivants :

- Faisabilité technique,
- Intention d'achever l'immobilisation,
- Génération d'avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources pour achever l'immobilisation,
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses attribuables à l'incorporel lors de son développement.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode linéaire en fonction des durées de vie économique suivantes :

- | | |
|---|-----------|
| - Logiciels d'exploitation | 1 à 3 ans |
| - Recherche et développement immobilisé | 3 ans |

Si nécessaire, une dépréciation complémentaire est comptabilisée pour ramener la valeur de ces actifs à la juste valeur ou valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition de l'immobilisation).

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode linéaire en fonction des durées de vie économique suivantes :

- Agencements dans des bâtiments pris en location 5 à 10 ans
- Informatique et terminaux 3 à 5 ans
- Equipement de transmission spatiale et vidéo communication 5 à 9 ans
- Appareils de mesure 6 à 7 ans

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissements dérogatoires.

Immobilisations financières

Participations et autres titres :

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'usage des titres de participations, appréciée en fonction de l'actif net, de la rentabilité et des perspectives de développement, devient inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

Liste des Filiales et Participations

Nom et Forme juridique Lieu du siège social	Participations Valeur brute	Provision dépréciation titres	% détention	Capital Social en K Devise	Capitaux propres fin 2019 en K Devise, résultat compris	Résultat 2019 en K Devise	Chiffre d'affaires 2019 en K Devise
Globecast Reportages SAS 92130 Issy-les-Moulineaux (France)	879	0	100,00%	686 K€	1 951K€	82K€	3 968 K€
Globecast Near and Middle East SAL Beyrouth (Liban)	30	-30	99,99%	39 K\$	-743K\$	-479K\$	5 982K\$
Total	909	-30					

Disponibilités et concours bancaires courants

Les disponibilités sont constituées par les liquidités immédiatement disponibles.

Les comptes courants BNP et Société Générale chez Globecast France SAS ont fait l'objet d'une convention de gestion de trésorerie. Ils sont porteurs d'intérêts, au taux du marché.

Instruments financiers

Les opérations sur instruments financiers à terme non dénouées figurent dans les engagements hors bilan. Il s'agit essentiellement de contrats à terme de devises négociés dans un but de couverture afin de gérer l'exposition de Globecast France SAS aux fluctuations des cours de change des devises.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devise

Les dettes, créances et disponibilités en devises sont inscrites au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises hors zone Euro à ce dernier cours est inscrite dans le poste « Écart de conversion ». Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque en totalité.

Provision pour dépréciation des comptes clients

Des provisions sont constituées sur la base d'une revue des risques individuels sur les clients en retard de paiement. Le niveau de dépréciation tient compte du risque d'insolvabilité de ces derniers.

Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement 2000-06 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux passifs, toute obligation de la société à l'égard d'un tiers susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante et donnant lieu à une sortie probable de ressources sans contrepartie fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

La société a choisi de comptabiliser ses engagements de retraite.

La société verse des indemnités de départs à la retraite à ses salariés en fonction des conventions collectives (ou de la convention Groupe Orange) en vigueur, que ces départs soient à l'initiative du salarié ou de l'employeur. Cet engagement est évalué par un actuaire indépendant.

Le montant provisionné est calculé en fonction de l'ancienneté et du salaire des salariés à l'âge de la retraite. Cette provision résulte d'un calcul actuariel qui tient compte de plusieurs paramètres.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul des engagements fin 2019 sont :

Départ à la retraite : 100% Volontaire
Taux d'actualisation : 0.70%
Taux d'inflation : 2%
Augmentation salariale moyenne annuelle : 2%

Une rotation d'effectif décroissante avec l'âge et ne tenant pas compte de la mobilité intra groupe et des licenciements.

Les engagements évoqués ci-dessus ne font l'objet d'aucune couverture auprès d'un organisme extérieur

La société a comptabilisé l'engagement lié aux Temps Partiels Seniors .

Les principales hypothèses retenues pour le calcul des engagements sont :

- un taux d'inflation long terme de 2 %,
- un taux moyen annuel d'augmentation de salaires : 0%
- un taux moyen annuel de revalorisation des sur-rémunérations : 2%
- un taux annuel d'actualisation de -0.20%

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

IMMOBILISATIONS

Immobilisations

Exprimé en €

Rubriques	01/01/2019	Acquisit., apports	Virement	Cession	31/12/2019
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	7 432 314				7 432 314
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 464 445	820 250	199 639	3 767	13 480 567
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 896 759	820 250	199 639	3 767	20 912 881
Terrains	958 854				958 854
Constructions sur sol propre	1 291 356				1 291 356
Constructions sur sol d'autrui					
Const. Install. générales, agenc., aménag.	6 488 302	1 230 560	121 093	8 915	7 831 040
Install. techniques, matériel et outillage ind.	98 270 322	1 315 435	1 125 409	6 521 917	94 189 249
Installations générales, agenc., aménag.	4 051 490	93 684	213 012	902 006	3 456 180
Matériel de transport	119 658				119 658
Matériel de bureau, informatique, mobilier	8 776 377	405 335	40 519	352 225	8 870 006
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours	1 872 878	1 924 341	(1 699 672)		2 097 547
Avances et acomptes	20 263			20 263	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	121 849 501	4 969 355	(199 639)	7 805 326	118 813 891
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	908 500				908 500
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	1 128 123	328 844		839 833	617 134
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 036 623	328 844		839 833	1 525 634
TOTAL GENERAL	143 782 883	6 118 449	0	8 645 159	141 252 406

Amortissements

Exprimé en €

Rubriques	01/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2019
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	7 360 859	71 455		7 432 314
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 928 453	1 471 437	2 613	11 397 286
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 289 312	1 542 892	2 613	18 829 600
Terrains	668 786	59 759	4 358	724 187
Constructions sur sol propre	627 265	53 349		680 614
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	4 334 247	396 510	5 454	4 725 303
Installations techniques, matériel et outillage industriels	89 513 423	3 390 908	6 471 503	86 432 828
Installations générales, agenc. et aménag. divers	3 386 872	141 427	806 505	2 721 794
Matériel de transport	119 658			119 658
Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 938 622	380 508	338 333	7 980 796
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	106 588 873	4 422 461	7 626 153	103 385 180
	123 878 185	5 965 353	7 628 766	122 214 780

Dépréciations de l'actif

Exprimé en €

Rubriques	01/01/2019	Dotations	Reprises	31/12/2019
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	103 489		103 489	
Dépréciation titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation		30 000		30 000
Dépréciations autres immobilisations financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	5 290 559	1 163 234	1 999 369	4 454 424
Autres dépréciations				
	5 394 048	1 193 234	2 102 858	4 484 424

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Exprimé en €

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	617 133	617 133	
Clients douteux ou litigieux	10 393 463	6 835 323	3 558 140
Autres créances clients	35 906 897	35 355 883	551 014
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	40 273	40 273	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	11 065	11 065	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	545 749	545 749	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	3 692 766	3 692 766	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	85 972	85 972	
Groupe et associés	3 598 692	3 598 692	
Débiteurs divers	1 508 609	1 508 609	
Charges constatées d'avance	6 216 923	6 216 923	
TOTAL GENERAL	62 617 542	58 508 388	4 109 154
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,- 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	2 320 294	2 320 294		
Fournisseurs et comptes rattachés	27 095 023	25 709 190	1 385 833	
Personnel et comptes rattachés	2 798 158	2 798 158		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 011 684	2 011 684		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 945 774	2 945 774		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	573 573	573 573		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	994 510	994 510		
Groupe et associés				
Autres dettes	656 122	656 122		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	14 593 265	14 593 265		
TOTAL GENERAL	53 988 403	52 602 570		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	392 582			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	481 169			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

CREANCES, PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER

Créances clients et comptes rattachés

Exprimé en €

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018	variation
Créances clients et comptes rattachés (1)	46 300 350	4 445 424	41 854 926	41 051 023	803 903
Autres créances	9 483 665		7 393 306	7 393 306	
- TVA déductible	3 685 734		3 685 734	3 985 308	(299 574)
-Autres (2)	5 797 931		5 797 931	3 407 998	299 574
TOTAL	55 784 015	4 445 424	49 248 232	48 444 329	803 903

(1): les créances clients intragroupe s'élèvent à 20 368 k€

(2): cela inclus le compte courant d'associés Orange s'élevant à 3 182K€ et le compte d'intégration fiscale de 416K€

Produits à recevoir

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	variation
Avoirs à recevoir	1 303 173	885 636	417 537
Clients - Factures à établir	3 373 333,00	3 847 848,00	-474 515
TOTAL	4 676 506	4 733 484	(56 978)

Charges à payer

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	variation
DETTES FINANCIERES			
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	2 320 294	2 409 212	(88 918)
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)	27 095 023	25 771 286	1 323 737
Dettes fiscales et sociales (2)	8 329 190	8 184 272	144 918
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	994 510	1 545 909	(551 399)
Autres dettes (3)	656 122	445 526	210 596
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance (4)	14 593 265	15 420 307	(827 042)
TOTAL	53 988 404	53 776 512	211 892

(1): Les dettes intragroupe Orange s'élèvent à 12 899K€

(2): les dettes fiscales et sociales comprennent une dette de TVA pour 2 945 K€; des provisions pour charges de personnel pour 5 175K€ et des provisions pour charges fiscales de 209 K€

(3) : les autres dettes comprennent principalement les provisions pour abondements, attributions gratuites d'action et les avoirs à émettre

(4): Les produits constatés d'avance groupe Orange s'élèvent à 689K€

COMPTES DE REGULARISATION

Charges constatées d'avance

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	Variation
	Net	Net	Net
Charges d'exploitation (1)	6 216 142	5 322 198	893 944
TOTAL DE L'ACTIF	6 216 142	5 322 198	893 944

(1) dont 2 883k€ sont relatifs à des entités du groupe

Produits constatés d'avance

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	Variation
	Net	Net	Net
Produits d'exploitation (1)	14 593 264	15 420 307	(827 043)
TOTAL DU PASSIF	14 593 264	15 420 307	(827 043)

(1) Correspond essentiellement à des contrats de distribution d'une durée de plus de 6 mois compris sur 2 exercices (2019/2020) dont 689 K€ sont relatifs à des entités du Groupe Orange.

Ecarts de conversion

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	Variation
	Net	Net	Net
Ecarts de conversion actif	103 499	130 464	(26 965)
Ecarts de conversion passif	230 704	234 222	(3 518)
TOTAL DE L'ACTIF	334 203	364 686	(30 483)

CAPITAUX PROPRES ET COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Capitaux propres

Le capital social de la société Globecast France se décompose à la clôture de 30 040 000 actions ordinaires au nominal de 0,07€ chacune. Il est détenu à 100% par Globecast Holding

Affectation des résultats de l'exercice 2018 :

Les comptes de l'exercice 2018 ont fait apparaître un résultat de 6 312 k€. Selon la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes, ce bénéfice a été affecté en report à nouveau pour sa totalité.

Variation des capitaux propres

Exprimé en €

	31/12/2018	Affectation du résultat	Résultat	Variation	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 2 102 800)	2 102 800				2 102 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport	445 276				445 276
Réserve légale	1 076 970				1 076 970
Réserves statutaires ou contractuelles					
Report à nouveau	(751 866)	6 312 323			5 560 457
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	6 312 323	(6 312 323)	3 085 960		3 085 960
TOTAL CAPITAUX PROPRES	9 185 503		3 085 960		12 271 463

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions

Exprimé en €

Rubriques	01/01/2019	Dotations	Reprises	31/12/2019
Provisions pour pertes de change	130 464	103 499	130 464	103 499
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	3 189 169	364 310	169 479	3 384 000
Provisions pour Compte Epargne Temps	1 546 299		10 700	1 535 599
Provisions pour Temps Partiel Senior	4 045 000	131 000	1 535 000	2 641 000
Provision pour Pénibilité	1 767 708	41 389	75 506	1 733 591
Provisions pour gros entretiens, grandes révision (1)	1 173 465		1 173 465	
Autres provisions pour risques et charges	409 000	137 000		546 000
Provision pour risque Prud'hommes	614 645	79 000		693 645
Provision Risque GCNME		661 000		661 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	12 875 750	1 517 198	3 094 614	11 298 334
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	103 489		103 489	
Dépréciations comptes clients	5 290 559	1 163 234	1 999 369	4 454 424
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	5 394 048	1 163 234	2 102 858	4 454 424
TOTAL GENERAL PROVISIONS	18 269 798	2 680 432	5 197 472	15 752 759
Dotations et reprises d'exploitation		1 841 043	5 121 966	
Dotations et reprises financières		661 000		
Dotations et reprises exceptionnelles		178 389	75 506	

(1) cela concerne les frais de demantelement

ETAT DES DETTES

Etat des dettes

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	Variation
DETTES FINANCIERES			
Emprunts et dettes financières divers (1)	2 320 294	2 409 212	(88 918)
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 095 023	25 771 286	1 323 737
Dettes fiscales et sociales	8 329 190	8 184 272	144 918
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	994 510	1 545 909	(551 399)
Autres dettes	656 122	445 526	210 596
TOTAL	39 395 139	38 356 204	1 038 935

(1):ce sont essentiellement les dépôts de garantie reçus des clients

5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Résultat d'exploitation

Exprimé en €

CHIFFRE D'AFFAIRES NET	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Production vendue de services	156 681 084	164 258 573	(7 577 489)
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES NET	156 681 084	164 258 573	(7 577 489)

PRODUITS D'EXPLOITATION	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Production stockée, immobilisée		243 294	(243 294)
Subventions d'exploitation			
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts de charges	4 946 079	4 500 952	445 127
Autres produits	4 310 436	4 855 026	(544 590)
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	165 937 599	173 857 844	(7 920 245)

CHARGES D'EXPLOITATION	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Achats de marchandises	1 370 498	1 185 982	184 515,74
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières, autres approvisionnements			
Variation de stock matières premières			
Autres achats et charges externes	117 445 832	122 024 566	(4 578 734)
Impôts, taxes et versements assimilés	2 370 134	2 267 292	102 842
Salaires, traitements, charges sociales	29 145 219	29 438 284	(293 065)
Dotations aux amortissements et dépréciations	5 961 438	6 830 486	(869 048)
Dotations aux provisions pour risques et charges	1 693 319	4 717 554	(3 024 235)
Autres charges	3 675 812	3 920 015	(244 203)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	161 662 252	170 384 180	(8 721 928)
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 275 347	3 473 664	801 683

Ventilation du chiffre d'affaires

Exprimé en K€

Rubriques	Chiffre d'affaires Hors groupe	Chiffre d'affaires groupe	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018	Variation
Distribution	123 508	12 850	136 358	134 373	1,48%
Contribution	17 387	1 624	19 011	19 348	-1,74%
Media Management	1 051	271	1 322	981	34,76%
TOTAL	141 946	14 745	156 691	164 258	-4,61%

Résultat financier

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
Produits financiers de participations (1)	2 669	3 790 610	(3 787 941)
Autres intérêts et produits assimilés	1 014	60 827	(59 813)
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
PRODUITS FINANCIERS	3 683	3 851 436	(3 847 754)
Dotations financières aux amortis., dépréciations et provisions (2)	691 000		691 000
Intérêts et charges assimilées	76 865	69 714	7 151
Différences négatives de change			
Charges sur cessions de valeurs mobilières de placement			
CHARGES FINANCIERES	767 865	69 714	698 151
RESULTAT FINANCIER	(764 182)	3 781 722	(4 545 904)

(1): Ce montant est composé principalement des dividendes reçus de la filiale Globecast Near Middle East pour 3 792 K€ en 2018

(2): Ce montant est composé d'une provision pour risque sur participation de la filiale Globecast Near Middle East

Résultat exceptionnel

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Reprise de provision pénibilité	75 506	76 897	(1 391)
Dépréciation des immobilisations	103 489		
Refacturation de frais	29 625	35 599	(5 974)
Indemnités assurance		238 151	(238 151)
Remboursement TVA étrangère	2 835	7 467	(4 632)
Autres produits exceptionnels	99	17 386	(17 287)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	211 554	375 499	(163 946)
Dotation pour pénibilité	41 389	87 784	(46 395)
Abandon de créances clients	60 785	338 928	(278 143)
Valeurs nettes de cessions des immobilisations	164 420	9 023	155 397
Dépréciation des immobilisations		103 489	(103 489)
Autres charges exceptionnelles	11 616	6 534	5 082
Dotation pour Risque Netia (1)	137 000	409 000	(272 000)
CHARGES EXCEPTIONNELLES	415 210	954 757	(539 547)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(203 656)	(579 257)	375 601

(1): Une provision a été constatée suite à un contentieux en cours avec l'administration fiscale sur la remise en cause du Credit d'Impôt Recherche de la société Netia dans le cadre de L'intégration fiscale du Groupe Orange

6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IMPOTS SUR LES BENEFICES

Le solde net de l'impôt sur les bénéfices des crédits d'impôt de l'exercice s'élève à 132 096 €.

Globecast France SA fait partie du groupe d'intégration fiscale depuis 2002 dont Orange SA est la société tête de groupe.

La convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt est supportée par la société comme en l'absence d'intégration fiscale. Elle est ainsi calculée sur son résultat fiscal propre. Les économies d'impôt réalisées par le groupe grâce aux déficits, correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts, sont conservées au niveau de la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice.

VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat
Résultat courant	3 511 166
Résultat exceptionnel (et participations)	- 203 656
Participation des salariés du résultat de l'entreprise	- 107 467
Résultat comptable avant impôts	3 200 043
Impôts sur les bénéfices	- 132 096
Impôts sur les bénéfices à verser	- 132 096

A la clôture de l'exercice 2019, après imputation d'une partie du déficit sur le bénéfice fiscal (1 599k€), le montant des déficit reportables s'élèvent à 9 990K€.

INFORMATIONS SUR LE PERSONNEL

Effectif moyen

Effectifs équivalent à temps plein en 2019 (hors apprenti)	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
- Cadres et agents de maîtrise (Dbis à G)	213	3
- Non cadre (A à D)	61	7
TOTAL	274	10

Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle. Aucune avance ni aucun engagement n'a été pris pour les membres des organes de direction. Le dirigeant de la société est rémunéré par la société mère Orange SA. Aucun jeton de présence n'est versé.

Autres Information

Honoraires des commissaires aux comptes

Globecast France SAS a pris en charge en 2019 un montant d'honoraires de 100K€.

Intégration dans un ensemble consolidé

Les comptes de la société Globecast France SAS sont consolidés suivant la méthode d'intégration Globale dans les comptes consolidés élaborés par le Groupe Orange SAS

Notre société n'est pas la société dominante d'autres sociétés du groupe et elle n'exerce aucun contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable sur ces sociétés dans le cadre des dispositions de l'article L. 233-16 du code de commerce. En conséquence, nous ne sommes pas tenus d'établir un rapport de gestion groupe et des comptes consolidés en application des dispositions de l'article L. 225-100 du Code de commerce.

Globecast France
Société par Actions Simplifiée
au capital de 2 102 800 EUROS
440 186 740 RCS Nanterre
Siège Social : 9-15 rue Maurice Mallet
92130 Issy-les-Moulineaux

RELEVÉ DE DECISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

REUNI EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

LE 14 MAI 2020

Globecast Holding SA
409 759 156 RCS Nanterre

Représentée par M. Philippe Bernard, Président Directeur Général.

Le 29 mai 2020 à 14 heures, par conférence téléphonique,

En l'absence du Commissaire aux Comptes de la Société, la société Ernst et Young Audit, dûment convoqué et qui s'est fait excuser.

Agissant en qualité d'Associé Unique de la société Globecast France SAS, et en application des statuts, décide :

Première Résolution

Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

L'Associé Unique après avoir pris connaissance du rapport de gestion et du rapport général du commissaire aux comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport. Elle arrête le résultat de l'exercice qui se solde par un bénéfice de 3.085.960,40 euros.

De plus, l'Associé Unique prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39.4 du Code général des impôts.

Deuxième Résolution

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019

L'Associé Unique prenant acte de ce que la Société a procédé depuis sa création à une distribution de dividendes sur les résultats des exercices 2005 et 2007 et qu'aucune distribution de dividende n'a eu lieu au cours des trois derniers exercices, décide, selon la proposition du Conseil d'Administration, d'affecter la totalité du bénéfice de l'exercice 2019, soit 3.085.960,40 euros au compte « report à nouveau ».

Par conséquent, l'Associé Unique décide :

- que le compte « prime d'émission » reste inchangé à 445.276 euros,
- que le compte « réserve légale » reste inchangé à 1.076.970 euros,
- que le compte report à nouveau est porté à 8.646.417,28 euros.

Troisième Résolution

Renouvellement du mandat de Président de la société

L'Associé Unique constatant que le mandat de Président de la société de M. Philippe Bernard expire à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle, décide de le renouveler dans sa fonction pour une nouvelle période de trois (3) ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Quatrième Résolution

Renouvellement des mandats des administrateurs

L'Associé Unique constatant que les mandats d'administrateur de Philippe Bernard, Nathalie Krick et Sylvain Merle expirent à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle, décide de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle période de trois (3) ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Cinquième Résolution

Renouvellement du mandat du Président du Conseil d'Administration

L'Associé Unique constatant que le mandat de Président du Conseil d'Administration de M. Philippe Bernard expire à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle, décide de le renouveler dans sa fonction pour une nouvelle période de trois (3) ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Sixième Résolution

Nomination des Commissaires aux Comptes

Le mandat d'ERNST & YOUNG AUDIT, Commissaire aux Comptes, étant arrivé à expiration, l'Assemblée Générale décide de nommer KPMG en qualité de Commissaire aux Comptes pour une période de six (6) ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Septième Résolution

Approbation des conventions réglementées

L'Associé Unique constate que le Commissaire aux Comptes n'a été avisé d'aucune convention autorisée par le Conseil au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Huitième Résolution

Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités

L'Associé Unique confie tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 14h30.

M. Philippe Bernard
Représentant (Président Directeur Général) de Globecast Holding SA, Associé Unique





GlobeCast France

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



GlobeCast France

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société GlobeCast France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GlobeCast France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 30 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 30 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 11 mai 2020

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Jeremy Thurbin

Bilan Actif

Exprimé en €

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	7 432 314	7 432 315	(0)	71 455
Concessions, brevets et droits similaires	13 296 418	11 397 276	1 899 142	1 867 463
Fonds commercial	1		1	1
Autres immobilisations incorporelles	184 148		184 148	668 528
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	958 854	724 187	234 667	290 067
Constructions	9 122 396	5 406 360	3 716 036	2 818 146
Installations techniques, matériel, outillage	94 189 249	86 432 827	7 756 421	8 756 899
Autres immobilisations corporelles	12 445 845	10 822 249	1 623 596	1 398 885
Immobilisations en cours	2 097 547		2 097 547	1 872 878
Avances et acomptes				20 263
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	908 500	30 000	878 500	908 500
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	617 133		617 133	1 128 123
ACTIF IMMOBILISE	141 252 405	122 245 214	19 007 191	19 801 207
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	960 452		960 452	169 814
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	46 300 350	4 454 424	41 845 926	41 051 023
Autres créances	9 483 665		9 483 665	7 382 507
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	171 249		171 249	2 214 773
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	6 216 923		6 216 923	5 322 198
ACTIF CIRCULANT	63 132 639	4 454 424	58 678 215	56 140 316
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	103 499		103 499	130 464
TOTAL GENERAL	204 488 543	126 699 638	77 788 905	76 071 987

Bilan Passif

Exprimé en €

Rubriques		31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé :	2 102 800)	2 102 800	2 102 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport		445 276	445 276
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		1 076 970	1 076 970
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		5 560 457	(751 866)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		3 085 960	6 312 323
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		12 271 464	9 185 503
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		2 004 144	1 154 109
Provisions pour charges		9 294 190	11 721 642
PROVISIONS		11 298 334	12 875 751
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	2 320 295	2 409 212
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		27 095 023	25 771 286
Dettes fiscales et sociales		8 329 190	8 184 274
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		994 510	1 545 909
Autres dettes		656 122	445 526
Instruments de trésorerie			
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		14 593 265	15 420 307
DETTES		53 988 404	53 776 511
Ecarts de conversion passif		230 704	234 222
TOTAL GENERAL		77 788 905	76 071 987

Compte de résultat

Exprimé en €

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	2 248 212		2 248 212	1 333 059
Production vendue de services	87 891 646	66 541 226	154 432 872	162 925 513
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	90 139 858	66 541 226	156 681 084	164 258 572
Production stockée				
Production immobilisée				243 294
Subventions d'exploitation			4 946 079	4 500 952
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 310 436	4 855 026
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			165 937 599	173 857 844
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 369 912	1 185 982
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			117 446 418	122 024 566
Impôts, taxes et versements assimilés			2 370 134	2 267 292
Salaires et traitements			18 425 529	18 686 833
Charges sociales			10 719 690	10 751 452
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 961 438	6 830 486
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 163 234	1 043 235
Dotations aux provisions			530 085	3 674 319
Autres charges			3 675 812	3 920 015
CHARGES D'EXPLOITATION			161 662 252	170 384 180
RESULTAT D'EXPLOITATION			4 275 347	3 473 663
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			2 669	3 790 610
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			1 014	60 827
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			3 683	3 851 437
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			691 000	
Intérêts et charges assimilés			76 865	69 714
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			767 865	69 714
RESULTAT FINANCIER			(764 181)	3 781 723
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			3 511 166	7 255 386
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			2 835	7 237
Produits exceptionnels sur opérations en capital			29 724	291 366
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			178 995	76 897
PRODUITS EXCEPTIONNELS			211 554	375 499
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			72 401	345 461
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			164 420	9 023
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions			178 389	600 273
CHARGES EXCEPTIONNELLES			415 210	954 757
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(203 656)	(579 257)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			107 467	191 000
Impôts sur les bénéfices			114 082	172 805
TOTAL DES PRODUITS			166 152 836	178 084 780
TOTAL DES CHARGES			163 066 876	171 772 457
BENEFICE OU PERTE			3 085 960	6 312 323

2. 1 FAITS MARQUANTS

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/01/2019 au 31/12/2019 soit une durée de 12 mois.

Suite à une décision de notre actionnaire Globecast Holding sur le changement de modèle de distribution du groupe, la Société a été assignée en 2018 auprès du Tribunal Arbitral de la Chambre de Commerce Internationale de Paris. Le risque généré par cette action contentieuse, que nous contestons, est provisionné dans les comptes de Globecast Holding. La procédure a suivi son cours sur 2019 et continue sur 2020.

2. 2 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

L'épidémie de COVID-19 est un événement postérieur à la clôture n'ayant pas de lien direct et prépondérant avec une situation existant à la date de clôture, le 31 décembre 2019.

Le principal impact attendu de la crise sanitaire est son incidence possible sur le chiffre d'affaires des activités de Globecast France, dont l'importance dépend de leur nature, outre la durée des mesures de confinement et le rythme de la reprise économique au sortir de la pandémie.

Compte tenu des incertitudes quant à la durée des périodes de confinement en France, et des conséquences de l'actuelle crise sanitaire sur l'environnement économique, les impacts ne sont pas quantifiables précisément à ce jour. Pour autant la direction estime que la trésorerie de Globecast France est suffisante pour faire face à ces impacts, qui ne sont pas de nature à remettre en cause les principales estimations comptables dans les comptes 2019, et notamment l'appréciation des provisions pour risques et charges.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-dessous.

Les principes et méthodes d'évaluation comptables retenus pour l'élaboration des comptes annuels 2019 sont identiques à ceux de l'exercice 2018.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Celles-ci correspondent à :

- Production immobilisée

Globecast France SAS développe pour ses besoins internes des applications liées au développement de ses produits ou des réseaux, nécessaires pour satisfaire la demande de ses clients. La société immobilise les dépenses de recherches et de développement éligibles selon les critères suivants :

- Faisabilité technique,
- Intention d'achever l'immobilisation,
- Génération d'avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources pour achever l'immobilisation,
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses attribuables à l'incorporel lors de son développement.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode linéaire en fonction des durées de vie économique suivantes :

- | | |
|---|-----------|
| - Logiciels d'exploitation | 1 à 3 ans |
| - Recherche et développement immobilisé | 3 ans |

Si nécessaire, une dépréciation complémentaire est comptabilisée pour ramener la valeur de ces actifs à la juste valeur ou valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition de l'immobilisation).

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode linéaire en fonction des durées de vie économique suivantes :

- Agencements dans des bâtiments pris en location 5 à 10 ans
- Informatique et terminaux 3 à 5 ans
- Equipement de transmission spatiale et vidéo communication 5 à 9 ans
- Appareils de mesure 6 à 7 ans

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissements dérogatoires.

Immobilisations financières

Participations et autres titres :

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'usage des titres de participations, appréciée en fonction de l'actif net, de la rentabilité et des perspectives de développement, devient inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

Liste des Filiales et Participations

Nom et Forme juridique Lieu du siège social	Participations Valeur brute	Provision dépréciation titres	% détention	Capital Social en K Devise	Capitaux propres fin 2019 en K Devise, résultat compris	Résultat 2019 en K Devise	Chiffre d'affaires 2019 en K Devise
Globecast Reportages SAS 92130 Issy-les-Moulineaux (France)	879	0	100,00%	686 K€	1 951K€	82K€	3 968 K€
Globecast Near and Middle East SAL Beyrouth (Liban)	30	-30	99,99%	39 K\$	-743K\$	-479K\$	5 982K\$
Total	909	-30					

Disponibilités et concours bancaires courants

Les disponibilités sont constituées par les liquidités immédiatement disponibles.

Les comptes courants BNP et Société Générale chez Globecast France SAS ont fait l'objet d'une convention de gestion de trésorerie. Ils sont porteurs d'intérêts, au taux du marché.

Instruments financiers

Les opérations sur instruments financiers à terme non dénouées figurent dans les engagements hors bilan. Il s'agit essentiellement de contrats à terme de devises négociés dans un but de couverture afin de gérer l'exposition de Globecast France SAS aux fluctuations des cours de change des devises.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devise

Les dettes, créances et disponibilités en devises sont inscrites au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises hors zone Euro à ce dernier cours est inscrite dans le poste « Écart de conversion ». Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque en totalité.

Provision pour dépréciation des comptes clients

Des provisions sont constituées sur la base d'une revue des risques individuels sur les clients en retard de paiement. Le niveau de dépréciation tient compte du risque d'insolvabilité de ces derniers.

Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement 2000-06 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux passifs, toute obligation de la société à l'égard d'un tiers susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante et donnant lieu à une sortie probable de ressources sans contrepartie fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

La société a choisi de comptabiliser ses engagements de retraite.

La société verse des indemnités de départs à la retraite à ses salariés en fonction des conventions collectives (ou de la convention Groupe Orange) en vigueur, que ces départs soient à l'initiative du salarié ou de l'employeur. Cet engagement est évalué par un actuaire indépendant.

Le montant provisionné est calculé en fonction de l'ancienneté et du salaire des salariés à l'âge de la retraite. Cette provision résulte d'un calcul actuariel qui tient compte de plusieurs paramètres.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul des engagements fin 2019 sont :

Départ à la retraite : 100% Volontaire
Taux d'actualisation : 0.70%
Taux d'inflation : 2%
Augmentation salariale moyenne annuelle : 2%

Une rotation d'effectif décroissante avec l'âge et ne tenant pas compte de la mobilité intra groupe et des licenciements.

Les engagements évoqués ci-dessus ne font l'objet d'aucune couverture auprès d'un organisme extérieur

La société a comptabilisé l'engagement lié aux Temps Partiels Seniors .

Les principales hypothèses retenues pour le calcul des engagements sont :

- un taux d'inflation long terme de 2 %,
- un taux moyen annuel d'augmentation de salaires : 0%
- un taux moyen annuel de revalorisation des sur-rémunérations : 2%
- un taux annuel d'actualisation de -0.20%

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

IMMOBILISATIONS

Immobilisations

Exprimé en €

Rubriques	01/01/2019	Acquisit., apports	Virement	Cession	31/12/2019
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	7 432 314				7 432 314
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 464 445	820 250	199 639	3 767	13 480 567
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 896 759	820 250	199 639	3 767	20 912 881
Terrains	958 854				958 854
Constructions sur sol propre	1 291 356				1 291 356
Constructions sur sol d'autrui					
Const. Install. générales, agenc., aménag.	6 488 302	1 230 560	121 093	8 915	7 831 040
Install. techniques, matériel et outillage ind.	98 270 322	1 315 435	1 125 409	6 521 917	94 189 249
Installations générales, agenc., aménag.	4 051 490	93 684	213 012	902 006	3 456 180
Matériel de transport	119 658				119 658
Matériel de bureau, informatique, mobilier	8 776 377	405 335	40 519	352 225	8 870 006
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours	1 872 878	1 924 341	(1 699 672)		2 097 547
Avances et acomptes	20 263			20 263	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	121 849 501	4 969 355	(199 639)	7 805 326	118 813 891
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	908 500				908 500
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	1 128 123	328 844		839 833	617 134
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 036 623	328 844		839 833	1 525 634
TOTAL GENERAL	143 782 883	6 118 449	0	8 645 159	141 252 406

Amortissements

Exprimé en €

Rubriques	01/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2019
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	7 360 859	71 455		7 432 314
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 928 453	1 471 437	2 613	11 397 286
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 289 312	1 542 892	2 613	18 829 600
Terrains	668 786	59 759	4 358	724 187
Constructions sur sol propre	627 265	53 349		680 614
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	4 334 247	396 510	5 454	4 725 303
Installations techniques, matériel et outillage industriels	89 513 423	3 390 908	6 471 503	86 432 828
Installations générales, agenc. et aménag. divers	3 386 872	141 427	806 505	2 721 794
Matériel de transport	119 658			119 658
Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 938 622	380 508	338 333	7 980 796
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	106 588 873	4 422 461	7 626 153	103 385 180
	123 878 185	5 965 353	7 628 766	122 214 780

Dépréciations de l'actif

Exprimé en €

Rubriques	01/01/2019	Dotations	Reprises	31/12/2019
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	103 489		103 489	
Dépréciation titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation		30 000		30 000
Dépréciations autres immobilisations financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	5 290 559	1 163 234	1 999 369	4 454 424
Autres dépréciations				
	5 394 048	1 193 234	2 102 858	4 484 424

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Exprimé en €

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	617 133	617 133	
Clients douteux ou litigieux	10 393 463	6 835 323	3 558 140
Autres créances clients	35 906 897	35 355 883	551 014
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	40 273	40 273	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	11 065	11 065	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	545 749	545 749	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	3 692 766	3 692 766	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	85 972	85 972	
Groupe et associés	3 598 692	3 598 692	
Débiteurs divers	1 508 609	1 508 609	
Charges constatées d'avance	6 216 923	6 216 923	
TOTAL GENERAL	62 617 542	58 508 388	4 109 154
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,- 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	2 320 294	2 320 294		
Fournisseurs et comptes rattachés	27 095 023	25 709 190	1 385 833	
Personnel et comptes rattachés	2 798 158	2 798 158		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 011 684	2 011 684		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 945 774	2 945 774		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	573 573	573 573		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	994 510	994 510		
Groupe et associés				
Autres dettes	656 122	656 122		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	14 593 265	14 593 265		
TOTAL GENERAL	53 988 403	52 602 570		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	392 582			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	481 169			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

CREANCES, PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER

Créances clients et comptes rattachés

Exprimé en €

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018	variation
Créances clients et comptes rattachés (1)	46 300 350	4 445 424	41 854 926	41 051 023	803 903
Autres créances	9 483 665		7 393 306	7 393 306	
- TVA déductible	3 685 734		3 685 734	3 985 308	(299 574)
-Autres (2)	5 797 931		5 797 931	3 407 998	299 574
TOTAL	55 784 015	4 445 424	49 248 232	48 444 329	803 903

(1): les créances clients intragroupe s'élèvent à 20 368 k€

(2): cela inclus le compte courant d'associés Orange s'élevant à 3 182K€ et le compte d'intégration fiscale de 416K€

Produits à recevoir

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	variation
Avoirs à recevoir	1 303 173	885 636	417 537
Clients - Factures à établir	3 373 333,00	3 847 848,00	-474 515
TOTAL	4 676 506	4 733 484	(56 978)

Charges à payer

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	variation
DETTES FINANCIERES			
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	2 320 294	2 409 212	(88 918)
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)	27 095 023	25 771 286	1 323 737
Dettes fiscales et sociales (2)	8 329 190	8 184 272	144 918
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	994 510	1 545 909	(551 399)
Autres dettes (3)	656 122	445 526	210 596
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance (4)	14 593 265	15 420 307	(827 042)
TOTAL	53 988 404	53 776 512	211 892

(1): Les dettes intragroupe Orange s'élèvent à 12 899K€

(2): les dettes fiscales et sociales comprennent une dette de TVA pour 2 945 K€; des provisions pour charges de personnel pour 5 175K€ et des provisions pour charges fiscales de 209 K€

(3) : les autres dettes comprennent principalement les provisions pour abondements, attributions gratuites d'action et les avoirs à émettre

(4): Les produits constatés d'avance groupe Orange s'élèvent à 689K€

COMPTES DE REGULARISATION

Charges constatées d'avance

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	Variation
	Net	Net	Net
Charges d'exploitation (1)	6 216 142	5 322 198	893 944
TOTAL DE L'ACTIF	6 216 142	5 322 198	893 944

(1) dont 2 883k€ sont relatifs à des entités du groupe

Produits constatés d'avance

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	Variation
	Net	Net	Net
Produits d'exploitation (1)	14 593 264	15 420 307	(827 043)
TOTAL DU PASSIF	14 593 264	15 420 307	(827 043)

(1) Correspond essentiellement à des contrats de distribution d'une durée de plus de 6 mois compris sur 2 exercices (2019/2020) dont 689 K€ sont relatifs à des entités du Groupe Orange.

Ecarts de conversion

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	Variation
	Net	Net	Net
Ecarts de conversion actif	103 499	130 464	(26 965)
Ecarts de conversion passif	230 704	234 222	(3 518)
TOTAL DE L'ACTIF	334 203	364 686	(30 483)

CAPITAUX PROPRES ET COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Capitaux propres

Le capital social de la société Globecast France se décompose à la clôture de 30 040 000 actions ordinaires au nominal de 0,07€ chacune. Il est détenu à 100% par Globecast Holding

Affectation des résultats de l'exercice 2018 :

Les comptes de l'exercice 2018 ont fait apparaître un résultat de 6 312 k€. Selon la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes, ce bénéfice a été affecté en report à nouveau pour sa totalité.

Variation des capitaux propres

Exprimé en €

	31/12/2018	Affectation du résultat	Résultat	Variation	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 2 102 800)	2 102 800				2 102 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport	445 276				445 276
Réserve légale	1 076 970				1 076 970
Réserves statutaires ou contractuelles					
Report à nouveau	(751 866)	6 312 323			5 560 457
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	6 312 323	(6 312 323)	3 085 960		3 085 960
TOTAL CAPITAUX PROPRES	9 185 503		3 085 960		12 271 463

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions

Exprimé en €

Rubriques	01/01/2019	Dotations	Reprises	31/12/2019
Provisions pour pertes de change	130 464	103 499	130 464	103 499
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	3 189 169	364 310	169 479	3 384 000
Provisions pour Compte Epargne Temps	1 546 299		10 700	1 535 599
Provisions pour Temps Partiel Senior	4 045 000	131 000	1 535 000	2 641 000
Provision pour Pénibilité	1 767 708	41 389	75 506	1 733 591
Provisions pour gros entretiens, grandes révision (1)	1 173 465		1 173 465	
Autres provisions pour risques et charges	409 000	137 000		546 000
Provision pour risque Prud'hommes	614 645	79 000		693 645
Provision Risque GCNME		661 000		661 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	12 875 750	1 517 198	3 094 614	11 298 334
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	103 489		103 489	
Dépréciations comptes clients	5 290 559	1 163 234	1 999 369	4 454 424
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	5 394 048	1 163 234	2 102 858	4 454 424
TOTAL GENERAL PROVISIONS	18 269 798	2 680 432	5 197 472	15 752 759
Dotations et reprises d'exploitation		1 841 043	5 121 966	
Dotations et reprises financières		661 000		
Dotations et reprises exceptionnelles		178 389	75 506	

(1) cela concerne les frais de demantelement

ETAT DES DETTES

Etat des dettes

Exprimé en €

	31/12/2019	31/12/2018	Variation
DETTES FINANCIERES			
Emprunts et dettes financières divers (1)	2 320 294	2 409 212	(88 918)
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 095 023	25 771 286	1 323 737
Dettes fiscales et sociales	8 329 190	8 184 272	144 918
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	994 510	1 545 909	(551 399)
Autres dettes	656 122	445 526	210 596
TOTAL	39 395 139	38 356 204	1 038 935

(1):ce sont essentiellement les dépôts de garantie reçus des clients

5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Résultat d'exploitation

Exprimé en €

CHIFFRE D'AFFAIRES NET	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Production vendue de services	156 681 084	164 258 573	(7 577 489)
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES NET	156 681 084	164 258 573	(7 577 489)

PRODUITS D'EXPLOITATION	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Production stockée, immobilisée		243 294	(243 294)
Subventions d'exploitation			
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts de charges	4 946 079	4 500 952	445 127
Autres produits	4 310 436	4 855 026	(544 590)
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	165 937 599	173 857 844	(7 920 245)

CHARGES D'EXPLOITATION	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Achats de marchandises	1 370 498	1 185 982	184 515,74
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières, autres approvisionnements			
Variation de stock matières premières			
Autres achats et charges externes	117 445 832	122 024 566	(4 578 734)
Impôts, taxes et versements assimilés	2 370 134	2 267 292	102 842
Salaires, traitements, charges sociales	29 145 219	29 438 284	(293 065)
Dotations aux amortissements et dépréciations	5 961 438	6 830 486	(869 048)
Dotations aux provisions pour risques et charges	1 693 319	4 717 554	(3 024 235)
Autres charges	3 675 812	3 920 015	(244 203)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	161 662 252	170 384 180	(8 721 928)
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 275 347	3 473 664	801 683

Ventilation du chiffre d'affaires

Exprimé en K€

Rubriques	Chiffre d'affaires Hors groupe	Chiffre d'affaires groupe	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018	Variation
Distribution	123 508	12 850	136 358	134 373	1,48%
Contribution	17 387	1 624	19 011	19 348	-1,74%
Media Management	1 051	271	1 322	981	34,76%
TOTAL	141 946	14 745	156 691	164 258	-4,61%

Résultat financier

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
Produits financiers de participations (1)	2 669	3 790 610	(3 787 941)
Autres intérêts et produits assimilés	1 014	60 827	(59 813)
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
PRODUITS FINANCIERS	3 683	3 851 436	(3 847 754)
Dotations financières aux amortis., dépréciations et provisions (2)	691 000		691 000
Intérêts et charges assimilées	76 865	69 714	7 151
Différences négatives de change			
Charges sur cessions de valeurs mobilières de placement			
CHARGES FINANCIERES	767 865	69 714	698 151
RESULTAT FINANCIER	(764 182)	3 781 722	(4 545 904)

(1): Ce montant est composé principalement des dividendes reçus de la filiale Globecast Near Middle East pour 3 792 K€ en 2018

(2): Ce montant est composé d'une provision pour risque sur participation de la filiale Globecast Near Middle East

Résultat exceptionnel

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Reprise de provision pénibilité	75 506	76 897	(1 391)
Dépréciation des immobilisations	103 489		
Refacturation de frais	29 625	35 599	(5 974)
Indemnités assurance		238 151	(238 151)
Remboursement TVA étrangère	2 835	7 467	(4 632)
Autres produits exceptionnels	99	17 386	(17 287)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	211 554	375 499	(163 946)
Dotation pour pénibilité	41 389	87 784	(46 395)
Abandon de créances clients	60 785	338 928	(278 143)
Valeurs nettes de cessions des immobilisations	164 420	9 023	155 397
Dépréciation des immobilisations		103 489	(103 489)
Autres charges exceptionnelles	11 616	6 534	5 082
Dotation pour Risque Netia (1)	137 000	409 000	(272 000)
CHARGES EXCEPTIONNELLES	415 210	954 757	(539 547)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(203 656)	(579 257)	375 601

(1): Une provision a été constatée suite à un contentieux en cours avec l'administration fiscale sur la remise en cause du Credit d'Impôt Recherche de la société Netia dans le cadre de L'intégration fiscale du Groupe Orange

6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

IMPOTS SUR LES BENEFICES

Le solde net de l'impôt sur les bénéfices des crédits d'impôt de l'exercice s'élève à 132 096 €.

Globecast France SA fait partie du groupe d'intégration fiscale depuis 2002 dont Orange SA est la société tête de groupe.

La convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt est supportée par la société comme en l'absence d'intégration fiscale. Elle est ainsi calculée sur son résultat fiscal propre. Les économies d'impôt réalisées par le groupe grâce aux déficits, correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts, sont conservées au niveau de la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice.

VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat
Résultat courant	3 511 166
Résultat exceptionnel (et participations)	- 203 656
Participation des salariés du résultat de l'entreprise	- 107 467
Résultat comptable avant impôts	3 200 043
Impôts sur les bénéfices	- 132 096
Impôts sur les bénéfices à verser	- 132 096

A la clôture de l'exercice 2019, après imputation d'une partie du déficit sur le bénéfice fiscal (1 599k€), le montant des déficit reportables s'élèvent à 9 990K€.

INFORMATIONS SUR LE PERSONNEL

Effectif moyen

Effectifs équivalent à temps plein en 2019 (hors apprenti)	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
- Cadres et agents de maîtrise (Dbis à G)	213	3
- Non cadre (A à D)	61	7
TOTAL	274	10

Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle. Aucune avance ni aucun engagement n'a été pris pour les membres des organes de direction. Le dirigeant de la société est rémunérée par la société mère Orange SA. Aucun jeton de présence n'est versé.

Autres Information

Honoraires des commissaires aux comptes

Globecast France SAS a pris en charge en 2019 un montant d'honoraires de 100K€.

Intégration dans un ensemble consolidé

Les comptes de la société Globecast France SAS sont consolidés suivant la méthode d'intégration Globale dans les comptes consolidés élaborés par le Groupe Orange SAS

Notre société n'est pas la société dominante d'autres sociétés du groupe et elle n'exerce aucun contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable sur ces sociétés dans le cadre des dispositions de l'article L. 233-16 du code de commerce. En conséquence, nous ne sommes pas tenus d'établir un rapport de gestion groupe et des comptes consolidés en application des dispositions de l'article L. 225-100 du Code de commerce.